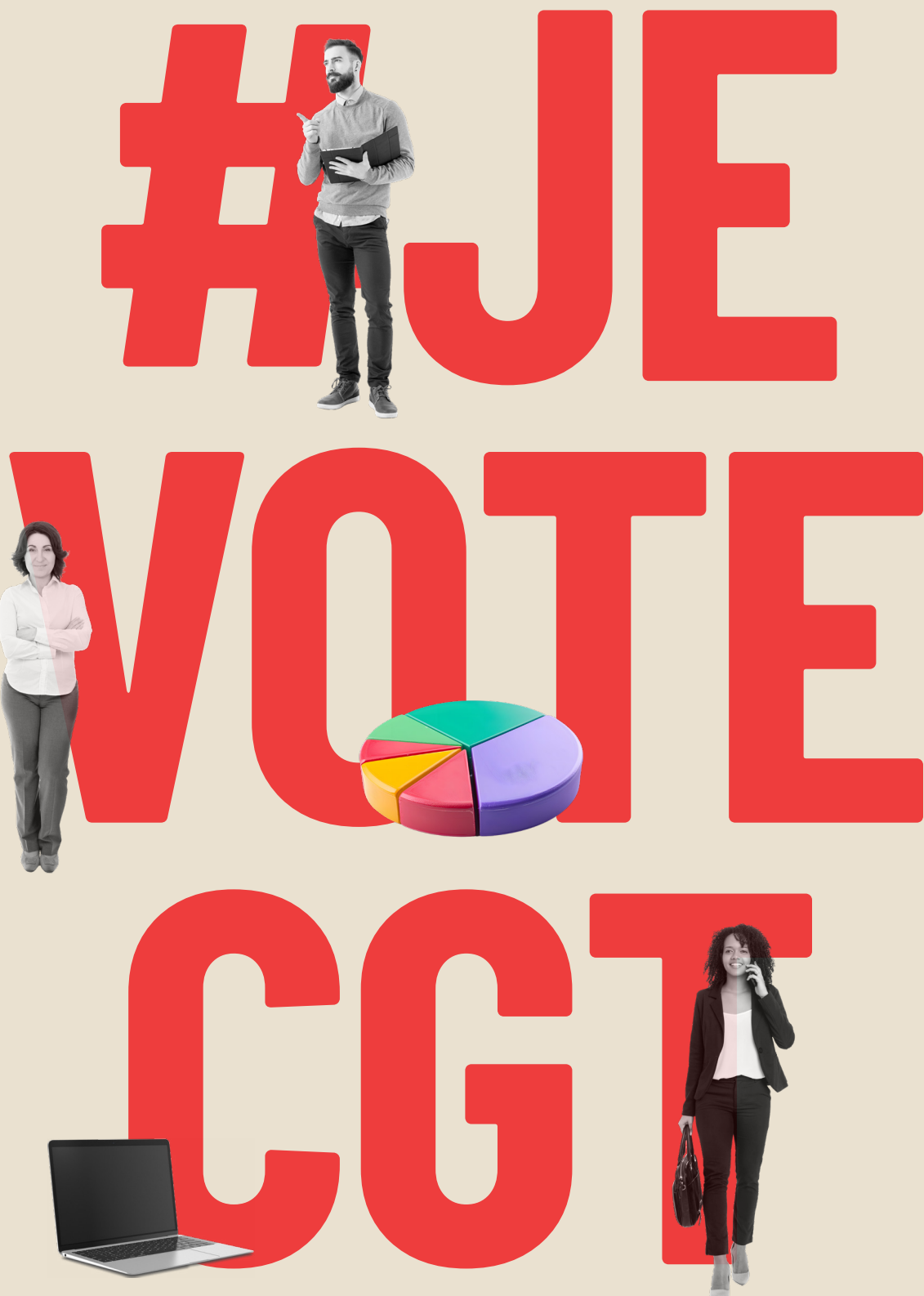


PORTAGE SALARIAL



DANS LA BRANCHE PORTAGE SALARIAL : VOTER CGT, C'EST FAIRE AVANCER VOS DROITS !

La branche du portage salarial représente, selon le rapport de branche 2024, **479 entreprises**, dont **47 %** emploient moins de 50 salarié-es.

Elle regroupe **38 467 salarié-es**, majoritairement des cadres, générant un chiffre d'affaires annuel de 1,56 million d'euros.

Seules **9 %** des entreprises du secteur sont dotées d'une représentation du personnel, et au sein de celles-ci une portion congrue à une représentation syndicale. D'où l'importance de ces élections dans le choix des organisations syndicales qui négocieront en votre nom la convention collective.

L'IMPORTANCE DES NÉGOCIATIONS DE BRANCHE POUR VOTRE QUOTIDIEN PROFESSIONNEL

La faiblesse du nombre d'instances représentatives au sein des entreprises de portage salarial se doit d'être compensée par une négociation plus forte au niveau de la branche que ce

soit en matière de formation professionnelle, de répartition des gains de valeur ajoutée, de protection sociale, etc.

COMMENT FAIRE GAGNER NOS REVENDICATIONS ?

Votre vote CGT, aux élections TPE, sera décisif pour garantir vos droits, tant avec votre entreprise de portage salarial (EPS) qu'avec votre client.

En effet, la CGT a tout mis en œuvre pour faire annuler plusieurs avenants à la convention collective, pourtant signés par l'ensemble des autres organisations syndicales :

- **L'avenant n° 2** qui permettait aux entreprises de portage salarial de ponctionner sur votre compte consultant tout ce qu'elle voulait ou presque. Cet avenant a été annulé par le Conseil d'État. Malheureusement, les autres organisations

syndicales ont décidé d'en résigner un nouveau (l'avenant n° 13) dans la même lignée que nous contestons à nouveau ;

- **L'avenant n° 12**, signé là encore par l'ensemble des syndicats sauf la CGT, et qui conditionne votre classification, et donc votre rémunération minimale, au bon vouloir de votre client. Augmentant d'autant les possibilités de pression financière de ce dernier.

Du 25 novembre au 9 décembre, votez et faites voter vos collègues pour la CGT !

QUE DÉFEND LA CGT ?

Face à ces constats, nous portons plusieurs revendications pour améliorer nos salaires et nos conditions de travail.

► **Les salaires : ils ne doivent pas être l'outil d'un dumping social.**

La CGT combat l'abaissement du salaire minimum pour accéder au statut de salarié-es porté prévu par l'avenant n° 12. Celui-ci, loin de bénéficier aux salarié-es bénéficiaires, à la fois, aux entreprises clientes, qui peuvent imposer des réductions tarifaires et aux entreprises de portage salarial car cela élargit leur champ de clientèle potentielle. Tout cela au détriment des salarié-es portés-es, mais pas que. Les salarié-es traditionnelles se voient mis en concurrence et donc avec le risque de pression à la fois sur leur rémunération et/ou leur emploi.



La CGT milite pour un retour à un salaire minimal mensuel équivalent au plafond de la Sécurité sociale, comme cela avait été actée dans l'accord de 2010.

► **Les classifications : la nouvelle grille gomme toute reconnaissance de la technicité.**

Le flou dans la définition du degré d'autonomie nécessaire pour chaque échelon, alors même que l'autonomie est l'un des critères de la définition du statut de salarié porté, ajouter à la possibilité de revoir sa classification à la baisse par simple avenant au contrat de travail, lui retire tout intérêt. Elle n'est plus une reconnaissance de la technicité acquise mais une simple variable d'ajustement à la main du client final.

► **La formation professionnelle :** la CGT lutte pour que les sommes versées au titre de la formation professionnelle aillent en priorité aux salarié-es porté-es, et qu'un pourcentage important de ces sommes soit allouées à des formations « métier », voire diplômantes, généralement très coûteuses. Nous travaillons aussi à l'ouverture des formations spécifiques « portage salarial », vers d'autres organismes de formation non rattachés à une EPS.



► **Le temps de formation : La CFDT s'oppose au paiement des heures de formation en temps de travail effectif !**

La CGT revendique l'application de la règle de droit commun qui veut que le temps passé dans le cadre d'une formation professionnelle soit rémunéré comme du temps de travail effectif. Même si la formation professionnelle est un investissement pour l'avenir, la/le salarié-e porté-e doit pouvoir suivre le cursus sans avoir à se préoccuper de ses finances à la fin du mois.

► **Les frais de gestion :** la CGT milite pour un éclaircissement précis et non contestable de ce que recouvre les frais de gestion prélevés par les entreprises de portage salarial. Ils doivent représenter le prix du service rendu par l'EPS en comprenant l'ensemble des frais inhérents à la gestion d'une entreprise. Ainsi les salarié-es porté-es auront un réel élément de comparaison entre les différentes EPS et surtout ne seront plus sujets à des prélèvements de toutes sortes.



► **Les frais professionnels :** la CGT souhaite continuer à créer un milieu propice au développement du portage salarial, notamment définissant des règles claires en matière de frais professionnels. Si la question des frais de déplacement (repas, transport, hébergement) semble maintenant réglée, il va falloir nous atteler aux frais généraux (achat de matériel informatique ou de téléphonie, abonnement téléphonique/Internet, fournitures de bureaux, etc.) qu'un-e travailleur-euse indépendant-e peut déduire de son chiffre d'affaires, alors qu'un-e salarié-e porté-e, non. Ainsi nous pourrions à la fois permettre une égalité de traitement entre les salarié-es porté-es et les travailleur-euses indépendant.es, et, dans le même temps, enrayer les possibilités d'optimisation sociale pratiquées par certaines EPS.

► **La protection sociale :** la CGT œuvre, depuis le début de négociation sur le régime complémentaire de santé et prévoyance, pour que ce régime soit un vrai régime mutualisé qui garantit au plus grand nombre les mêmes droits, notamment la mise en place d'aides aux personnes en difficulté via la cotisation au Haut Degré de solidarité (HDS).



► **L'égalité femmes-hommes :** la CGT est à l'origine des travaux portant sur ce sujet, dans la branche. Avec les employeurs nous élaborons un plan de formation et la mise en place d'un baromètre des prix de vente constatés pour certaines grandes catégories de prestations, en lien avec l'Observatoire paritaire du portage salarial (OPPS).

DES OUTILS POUR VOUS AIDER AU QUOTIDIEN

« **Nul n'est censé ignorer la loi** » dit le dicton. Mais les lois changent si vite actuellement, qu'il est parfois difficile de savoir exactement quels sont nos droits et comment les faire appliquer.

C'est dans cette optique que notre fédération met à disposition de toutes et tous, des informations sur l'actualité sociale de la branche tant sur son site que sur les réseaux

sociaux. Nous avons même créé une « newsletter » (liste de diffusion) dédiée, avec laquelle vous recevez régulièrement des alertes sur les articles publiés sur notre site et qui sont susceptibles de vous intéresser.

Pour être au courant de l'actualité sociale de votre convention collective, n'hésitez pas à nous suivre sur les réseaux sociaux :

- **Internet :** <https://www.soc-etudes.cgt.fr/>
- **Facebook :** <https://www.facebook.com/fsetud>
- **X :** <https://x.com/FSETUD>
- **LinkedIn :** <https://www.linkedin.com/in/fédération-cgt-des-sociétés-d'étude-53322b175/>
- **Instagram :** <https://www.instagram.com/fsetud/>

COMMENT VOTER ?

aux élections des Très Petites Entreprises du 25 novembre au 9 décembre 2024

ÉTAPE 1 :

LA CAMPAGNE ELECTORALE



J'ai reçu un courrier confirmant mon inscription sur la liste électorale

Du matériel électoral me sera envoyé courant novembre

Je peux aussi consulter les programmes des candidat-e-s de la CGT qui me représenteront dans les instances paritaires des TPE.

(rubrique « Les candidats » du site election-tpe)



ÉTAPE 2 : LE VOTE

quelques jours avant l'ouverture du vote, je reçois par courrier mon identifiant et mon code confidentiel pour voter en ligne, ainsi qu'un bulletin de vote si je préfère voter par courrier.



Je vote en ligne

- rendez-vous sur le site election-tpe.travail.gouv.fr ;
- cliquez sur le bouton « Voter » ;
- Je me connecte via **France Connect** ou avec mon identifiant et mon code confidentiel reçu par courrier ;
- si vous le souhaitez, vous pouvez accéder au programme de vos candidat-e-s CGT une dernière fois ;
- une fois votre choix fait, suivez les instructions pour valider votre vote !

Je vote par courrier



- détachez le bulletin de vote du courrier ;
- à l'aide d'un stylo noir, noircissez la case correspondant au syndicat CGT ;
- insérer votre bulletin dans l'enveloppe de retour pré-affranchie jointe au courrier ;
- postez la c'est gratuit !

A VOTÉ !

Vous avez une question ?
Appelez la CGT gratuitement

08 01 03 00 77

de 9 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi
du 18 novembre au 9 décembre 2024

